



1^{er} Mai 2014 : refusons l'austérité !

Partout dans le monde, la Journée internationale du travail sera l'occasion d'exiger la mise en œuvre de véritables politiques de progrès social. En France, où la courbe du chômage ne cesse de grimper alors que celle du pouvoir d'achat continue de chuter, tous les salariés sont appelés à se rassembler pour faire de ce 1er Mai 2014 un véritable événement au cœur d'un printemps social.

Saisissons-nous de cette journée pour exiger, ensemble, ce que, chaque jour, chacun et chacune d'entre nous n'a pas toujours la force de revendiquer.

Tous ensemble, revendiquons l'augmentation des salaires et des pensions, l'amélioration de nos conditions de vie et de travail, la reconnaissance de notre travail et une véritable politique de relance économique qui favorise la création d'emplois de qualité.

Seul ou en famille, entre amis ou avec des collègues de travail, syndiqués ou non syndiqués, manifestons pour faire entendre notre volonté de justice sociale et notre détermination à offrir un avenir à la jeunesse.

Face à une situation économique et sociale qui s'aggrave, les orientations du nouveau gouvernement ne régleront rien. Au contraire, elles enfoncent un peu plus le clou des mesures d'austérité, en commençant par imposer l'austérité salariale dans le secteur public comme dans le privé.

Dans son discours de politique générale du 8 avril dernier, le nouveau premier ministre annonce des mesures pour le seul bénéfice du patronat, c'est la Valls à cinq temps :

- « Zéro charges » pour les salaires payés au Smic, c'est condamner des millions de salariés aux bas salaires.
- diminution imposée des cotisations sociales de 2 € par jour pour un salarié payé au Smic, ce sera aussi, dès 2015, imposer le « choix » entre des frais de couverture sociale supplémentaire ou des droits en moins.

- 19 milliards d'économies sur le budget de l'État : ce sera une baisse des capacités publiques d'intervention sociale et économique, une réduction des services publics et de leurs missions : moins d'infirmières, de professeurs, de policiers...
- 10 milliards d'économies sur l'Assurance-maladie : ce sera moins de remboursement des médicaments et de soins, moins de prise en charge des assurés.
- En revanche, 30 milliards d'euros de cadeaux supplémentaires au patronat : c'est un nouveau détournement de notre budget commun, alors que, chaque année, chaque habitant français donne déjà plus de 3 000 € en aides diverses aux entreprises, soit disant pour préserver l'emploi, sans aucune garantie que cet argent serve à l'emploi et encore moins à l'investissement.

Pour sortir de l'austérité et ouvrir une nouvelle période de progrès social, rassemblons-nous le 1er Mai prochain pour :

- l'augmentation des pensions et des salaires ;
- la mise à plat et l'évaluation de toutes les aides publiques accordées aux entreprises ;
- une vie meilleure, faite de justice sociale ;
- le respect des droits fondamentaux des êtres humains partout dans le monde, à commencer par le droit à un travail décent, reconnu et valorisé ;
- un débat national sur la répartition des richesses créées par notre travail.

**Manifestation départementale du 1^{er} mai
Castres - sous préfecture à 10h30**

**Refusons l'isolement, le repli sur soi, l'exclusion, le racisme et le rejet de l'Autre.
Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés
et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social.**